

Publications périodiques

Comptes annuels

BNP PARIBAS PUBLIC SECTOR SCF

Société anonyme à conseil d'administration au capital de 24 040 000 Euros.
Siège social : 1, Boulevard Haussmann – 75009 Paris.
433 932 811 R.C.S. Paris.

I. — Compte de résultat au 31 décembre 2017.

(En Euros)	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Intérêts et produits assimilés	2.a	13 117 497	15 658 903
Intérêts et charges assimilées	2.a	-8 014 524	-9 411 474
Revenus des titres à revenu variable			
Commissions (produits)	2.b	1 200 000	1 200 000
Commissions (charges)	2.b	-746 320	-944 635
Gains ou pertes sur opérations de change et d'arbitrage		686 642	-195 594
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés			
Autres produits d'exploitation bancaire			
Autres charges d'exploitation bancaire		-2 563	-972
Produit net bancaire		6 240 732	6 306 229
Frais de personnel			
Autres frais administratifs	2.c	-538 606	-1 090 004
Charges diverses d'exploitation bancaire	2.c	-418 941	
Dotation aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations corporelles et incorporelles			
Dépréciation du portefeuille-titres et opérations diverses			48 080
Reprises de dépréciation du portefeuille-titres et opérations diverses			
Résultat brut d'exploitation		5 283 185	5 264 304
Coût du risque			
Résultat d'exploitation		5 283 185	5 264 304
Gains ou pertes sur actifs immobilisés			
Dotations nettes aux provisions réglementées			
Résultat courant avant impôt		5 283 185	5 264 304
Résultat exceptionnel (1)			
Impôt sur les bénéfices	2.d	-1 902 164	-1 914 275
Résultat net		3 381 021	3 350 029

II. — Bilan au 31 décembre 2017
(En Euros.)

Actif	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Caisse, banques centrales et CCP	3.a	1 485	886
Effets publics et valeurs assimilées			
Créances sur les établissements de crédit	3.b	211 468 436	271 893 853
Opérations avec la clientèle	3.c	1 410 629 671	2 145 125 185
Créances douteuses	3.c	12 540 953	18 874 655
Obligations et autres titres à revenu fixe	3.d	296 608 224	299 809 824
Actions et autres titres à revenu variable			
Participations et autres titres détenus à long terme			
Parts dans les entreprises liées			
Crédit-bail et location avec option d'achat			
Immobilisations incorporelles			
Immobilisations corporelles			
Actions propres			
Autres actifs	3.e	7 916 383	505 588
Comptes de régularisation	3.f	40 075 409	42 808 362
Total actif		1 979 240 561	2 779 018 353

Passif	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Dettes			
Banques centrales et CCP			
Dettes envers les établissements de crédit	3b	734 218 397	1 290 077 562
Opérations avec la clientèle	3.b		
Dettes représentées par un titre	3.g	1 031 746 575	1 031 762 295
Autres passifs	3.e		30 147
Comptes de régularisation	3.f	118 577 475	363 571 930
Provisions pour risques et charges			
Dettes subordonnées	3.h	65 161 411	65 160 976
Total dettes		1 949 703 858	2 750 602 910
Capitaux propres	4.b		
Capital souscrit	4.a	24 040 000	24 040 000
Prime d'émission			
Réserves		2 097 657	1 930 156
Report à nouveau		18 025	-904 742
Résultat de l'exercice		3 381 021	3 350 029
Total capitaux propres		29 536 703	28 415 443
Total passif		1 979 240 561	2 779 018 353

Hors-bilan	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Engagements donnés :			
Engagements de financement			
Engagements de garantie	4.d	291 810	217 879
Engagements sur titres			
Engagements reçus :			
Engagements de financement			
Engagements de garantie	4.d	1 253 724 013	1 926 169 343
Engagements sur titres			

III. — Annexes.

1. — Résumé des principes comptables appliqués par BNP PARIBAS PUBLIC SECTOR SCF.

Les comptes de la société sont établis conformément aux principes comptables généraux applicables en France aux sociétés financières tels que figurant dans le règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

Le compte de résultat au 31 décembre 2017 et les notes aux États Financiers afférentes présentent une information comparative au 31 décembre 2016. La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle. — Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances détenues au titre d'opérations bancaires sur des établissements de crédit. Elles sont ventilées entre créances à vue et créances à terme.

Les créances sur la clientèle comprennent essentiellement des crédits à l'exportation et de prêts à la clientèle financière garantis par des personnes publiques auxquelles s'ajoutent des créances aux collectivités locales. Elles sont ventilées en créances commerciales, autres crédits et crédits à l'équipement.

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus non échus. Les surcotes/décotes correspondant à la différence entre la valeur nominale et le prix d'achat sont lissées linéairement sur la durée restant à courir des créances.

Titres de placement. — Sont comptabilisés en titres de placement les titres qui ne sont inscrits dans aucune des autres catégories existantes.

Les obligations et les autres titres dits à revenu fixe sont évalués au plus bas du prix d'acquisition (hors intérêts courus non échus) ou de la valeur probable de négociation. Celle-ci est généralement déterminée par référence au cours de bourse. Les intérêts courus sont comptabilisés en compte de résultat dans la rubrique "Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe".

L'écart éventuel entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement des titres de placement à revenu fixe acquis sur le marché secondaire est enregistré en résultat sur la durée de vie résiduelle des titres. Au bilan, la valeur comptable des titres est ainsi progressivement ajustée à la valeur de remboursement.

Dettes représentées par un titre. — Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support : il s'agit essentiellement des obligations foncières.

Les intérêts courus non échus attachés à ces titres sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du résultat.

Les primes d'émission ou le remboursement des emprunts obligataires sont amorties selon la méthode actuarielle sur la durée de vie de l'emprunt.

Dettes envers les établissements de crédit. — Les dettes envers les établissements de crédit sont présentées selon leur durée initiale ou leur nature : dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit. Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés au bilan parmi les dettes rattachées.

Instruments financiers à terme. — Les engagements sur instruments financiers à terme sont contractés sur différents marchés pour des besoins de couverture spécifique ou globale des actifs et des passifs ou à des fins de transaction. Leur traitement comptable dépend de la stratégie de gestion de ces instruments. Les produits et charges constatés d'avances liés aux soultes de swaps ainsi que les intérêts et produits à recevoir rattachés aux swaps sont présentés au bilan dans les comptes de régularisation par compensation de devises.

Instruments financiers dérivés détenus à des fins de couverture. — Les produits et charges relatifs aux instruments financiers dérivés à terme utilisés à titre de couverture, affectés dès l'origine à un élément ou à un ensemble homogène d'éléments identifiés, sont constatés dans les résultats de manière symétrique à la prise en compte des produits et des charges sur les éléments couverts et sous la même rubrique comptable.

Impôt sur les bénéfices. — BNP PARIBAS PUBLIC SECTOR SCF enregistre à compter de 2014 un changement de méthode comptable concernant ses impôts différés.

L'impôt sur les bénéfices constitue une charge de la période à laquelle se rapportent les produits et les charges, quelle que soit la date de son paiement effectif. Lorsque la période sur laquelle les produits et les charges concourent au résultat comptable ne coïncide pas avec celle au cours de laquelle les produits sont imposés et les charges déduites, BNP PARIBAS PUBLIC SECTOR SCF comptabilise un impôt différé, déterminé selon la méthode du report variable prenant pour base l'intégralité des différences temporaires entre les valeurs comptables et fiscales des éléments du bilan et les taux d'imposition applicables dans le futur dès lors qu'ils ont été votés. Les impôts différés actifs font l'objet d'un enregistrement comptable tenant compte de la probabilité de récupération qui leur est attachée.

Le changement est exceptionnel et justifié par l'amélioration de l'information financière dans la mesure où elle permet d'éviter la volatilité induite par le traitement fiscal inhérent à l'activité de la société.

Enregistrement des produits et des charges. — Les intérêts et commissions assimilées sont comptabilisés pour leur montant couru, constaté prorata temporis. Les commissions assimilées aux intérêts comprennent notamment certaines commissions perçues lorsque celles-ci sont incorporées dans la rémunération des prêts.

Les commissions non assimilées à des intérêts et correspondant à des prestations de services sont enregistrées à la date de réalisation de la prestation.

Opérations en devises. — Les créances, dettes, engagements hors-bilan libellés en devises sont évalués au cours de change au comptant à la clôture de l'exercice.

La conversion de ces opérations libellées en devises aux dates d'arrêté dégage un écart constaté au compte de résultat, à l'exception des instruments financiers enregistrés au hors-bilan, pour lesquels l'écart est conservé dans un compte de régularisation.

Les produits et charges libellés en devises, relatifs à des prêts, des emprunts ou des opérations de hors-bilan, sont enregistrés dans des comptes de produits et de charges ouverts dans chacune des devises concernées, les conversions s'effectuant aux dates d'arrêté mensuel.

Le résultat mensuel en devises est partiellement couvert à hauteur du montant de résultat mensuel déterminé selon le référentiel IFRS. La part non couverte génère un gain ou une perte de change en résultat.

Les charges et les produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération.

Informations relatives aux transactions entre parties liées. — Compte tenu de l'activité de la société et de son lien capitalistique (filiale détenue à 99,99% par BNP Paribas SA), les obligations de l'ANC N°2014-07 sur la présentation des informations sur les parties liées ne sont pas applicables.

Régime d'intégration fiscale. — BNP PARIBAS Public Sector SCF est intégrée au Groupe Fiscal France dont la tête de groupe est BNP Paribas.

En matière d'impôt sur les sociétés, conformément aux termes de la convention d'intégration fiscale, l'impôt est déterminé par la filiale, comme en l'absence d'intégration fiscale.

Le montant ainsi calculé, déduction faite des avoirs fiscaux et crédits d'impôts éventuels, est dû à la société mère, BNP PARIBAS SA.

Consolidation. — Les comptes de la société sont inclus suivant la méthode de l'intégration globale dans les comptes consolidés de BNP PARIBAS SA.

2. – Notes relatives au compte de résultat au 31 décembre 2017.

2.a. Marge d'intérêts. — BNP Paribas Public Sector SCF présente sous les rubriques " Intérêts et produits assimilés" et "Intérêts et charges assimilées" la rémunération déterminée des instruments financiers évalués au coût amorti.

Les produits et charges d'intérêts sur les dérivés de couverture sont présentés avec les revenus des éléments dont ils contribuent à la couverture des risques.

(En Euros)	31/12/2017		31/12/2016	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Établissements de crédit	1 695 355	-518 143	763 152	-140 398
Comptes à vue, prêts et emprunts	1 695 355	-518 143	763 152	-140 398
Clientèle	8 957 993		12 312 017	
Comptes à vue, prêts et comptes à terme	8 957 993		12 312 017	
Obligations et autres titres à revenu fixe	2 464 149	-3 201 361	2 583 734	-3 197 764
Titres de placement	2 464 149	-3 201 361	2 583 734	-3 197 764
Dettes représentées par un titre		-4 295 020		-6 073 311
Obligations foncières		-3 357 720		-5 073 110
Dettes Subordonnées à terme		-937 300		-1 000 202
Produits et charges d'intérêts	13 117 497	-8 014 524	15 658 903	-9 411 474

2.b. Commissions :

(En Euros)	31/12/2017	31/12/2016
------------	------------	------------

	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations bancaires et financières	1 200 000	-746 320	1 200 000	-944 635
Opérations sur titres	1 200 000	-746 320	1 200 000	-944 635
Dont commissions de placements		-324 822		-523 988
Produits et charges de commissions	1 200 000	-746 320	1 200 000	-944 635

2.c. Charges générales d'exploitation :

(En Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Autres frais administratifs	-538 606	-1 090 004
Rémunération d'intermédiaires	-421 392	-478 740
Impôts et taxes	-117 214	-168 798
(F)onds de (R)ésolution (U)nique		-442 467
Charges d'exploitation	-538 606	-1 090 004
(F)onds de (R)ésolution (U)nique (1)	-418 941	
Charges diverses d'exploitation bancaire	-418 941	
<i>(1) reclassement de la contribution au FRU en charges diverses d'exploitation bancaire.</i>		

2.d. Impôt sur les bénéfices :

(En Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Impôts courants de l'exercice	-8 692 058	-5 112 626
Impôt différé	6 789 894	3 198 351
Impôt sur les bénéfices	-1 902 164	-1 914 275

3. – Notes relatives au bilan au 31 décembre 2017.

3.a. Banques centrales et offices des chèques postaux :

(En Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Banques centrales et offices des chèques postaux	1 485	886
Banques centrales	1 485	886
Banques centrales	1 485	886

3.b. Créances et dettes sur les établissements de crédit :

(En Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Prêts et créances	211 468 436	271 893 853
Comptes ordinaires débiteurs	96 906 434	172 125 973
Comptes à terme et prêts	114 562 002	99 767 880
Prêts et créances sur les établissements de crédit	211 468 436	271 893 853
<i>Dont créances rattachées</i>	<i>1 034 894</i>	<i>162 184</i>

(En Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Dettes et emprunts	734 218 397	1 290 077 562
Comptes ordinaires créditeurs		
Emprunts à terme (1)	734 217 230	1 290 077 562
Intérêts sur cash collatéral versés au titre du FRU	1 167	
Dettes envers les établissements de crédit	734 218 397	1 290 077 562
<i>Dont dettes rattachées (1)</i>	<i>28</i>	
<i>(1) Les taux d'intérêts sur prêts étant négatif, les intérêts ont été rattachés au passif au 31 décembre 2017</i>		

3.c. Opérations avec la clientèle :

(En Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Prêts et créances	1 423 170 624	2 163 999 840
Autres crédits à la clientèle	1 410 629 671	2 145 125 185
Créances douteuses	12 540 953	18 874 655

Opérations avec la clientèle - Actif	1 423 170 624	2 163 999 840
<i>Dont créances rattachées</i>	<i>5 911 513</i>	<i>10 149 422</i>

3.d. Obligations et autres titres à revenu fixe :

(En Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Valeur brute	293 867 899	297 069 260
Provision		
Créances rattachées	2 740 325	2 740 564
Obligations et autres titres à revenu fixe	296 608 224	299 809 824

3.e. Autres actifs et passifs :

(En Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Autres actifs divers	7 916 383	505 588
Dont Acompte Impôt sur les sociétés	-3 517 069	-4 062 388
Dont Impôts différés actifs	11 059 359	4 269 464
Dont (F)onds de (R)ésolution (U)nique	291 810	217 879
Dont créances sur l'État	82 283	80 633
Autres actifs	7 916 383	505 588
Autres passifs divers		30 147
Dont Impôts différés passifs		
Dont impôts sur les bénéfices		
Autres impôts et taxes		30 147
Autres passifs		30 147

3.f. Comptes de régularisation :

(En Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Produits à recevoir	33 256 042	33 339 121
Autres comptes de régularisation débiteurs	6 819 367	9 469 241
Dont Charges à répartir	2 408 244	3 526 865
Dont Charges constatées d'avance	4 411 124	5 942 376
Réévaluation des instruments dérivés et de change		
Comptes de régularisation - Actif	40 075 409	42 808 362
Charges à payer	15 320 897	21 701 397
Autres comptes de régularisations créditeurs	40 619 017	(1) 92 716 570
Dont Produits constatés d'avance	40 619 017	55 408 713
Réévaluation des instruments dérivés et de change	62 637 561	(1) 249 153 963
Comptes de régularisation - passif	118 577 475	363 571 930
<i>(1) Dont 37 307 857 euros correspondant à la correction du nominal d'un swap, dont la contrepartie est la réévaluation des instruments dérivés et de change</i>		

3.g. Dettes représentées par un titre :

(En Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Emprunts obligataires	1 000 000 000	1 000 000 000
Dettes rattachées	31 746 575	31 762 295
Dettes représentées par un titre	1 031 746 575	1 031 762 295

3.h. Dettes subordonnées :

(En Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Dettes subordonnées remboursables	65 000 000	65 000 000
Dettes rattachées	161 411	160 976
Dettes subordonnées	65 161 411	65 160 976

4. – Informations complémentaires.

4.a. Évolution du capital :

(En Euros)	Nombre de titres				Valeur nominale
	À l'ouverture de l'exercice	Créés pendant l'exercice	Remboursés pendant l'exercice	À la clôture de l'exercice	
Actions ordinaires	2 404 000			2 404 000	10 euros
Actions amorties					
Actions à dividendes prioritaire sans droit de vote					
Actions préférentielles					
Parts sociales					
Certificats d'investissement					

4.b. Variation des capitaux propres :

(En Euros)	31/12/2016	Augmentations de postes	Diminutions de postes	31/12/2017
Capital	24 040 000			24 040 000
Primes démission				
Réserve légale (1)	1 930 156	167 501		2 097 657
Réserves statutaires et contractuelles				
Réserves réglementées plus-values long terme				
Autres réserves				
Écart de réévaluation				
Report à nouveau	-904 742	922 767		18 025
Résultat de l'exercice	3 350 029	3 381 021	-3 350 029	3 381 021
Capitaux propres	28 415 443	4 471 290	-3 350 029	29 536 703

4.c. Notionnel des instruments financiers. — Le montant notionnel des instruments financiers dérivés ne constitue qu'une indication de volume de l'activité de BNP PARIBAS PUBLIC SECTOR sur les marchés d'instruments financiers et ne reflète pas les risques de marché attachés à ces instruments

(En Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Instruments dérivés de cours de change	845 113 397	1 191 718 778
Instruments dérivés de taux d'intérêt	2 711 707 025	2 873 666 330
Instruments financiers à terme sur marché de gré à gré	3 556 820 422	4 065 385 108
La valorisation nette des swaps est de :	27 699 026	9 283 955
La PV des swaps sur les actifs clientèles et sur les titres est de :	-74 776 044	-128 664 690
La PV des swaps sur les émissions est de :	102 475 070	137 948 646

4.d. Informations sur les postes du hors-bilan :

(En Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Autres garanties d'ordre à la clientèle		
Engagement garantie financière		
Fonds de garantie des dépôts et de résolution	291 810	217 879
Engagements de garantie donnés	291 810	217 879

(En Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Clientèle :		
BPIFRANCE ASSURANC- ex Coface	379 286 822	646 204 824
Euler Hermès KreditVersi	494 048 986	703 286 307
Export CT guarantee dept	254 740 079	361 278 495
Export import BK OF US	123 676 186	212 435 411
EKF DENMARK	1 971 940	2 964 307
Engagements de garantie reçus	1 253 724 013	1 926 169 343

4.e. Échéance des emplois et des ressources :

(En milliers d'Euros)	Opérations	Durée restant à courir
-----------------------	------------	------------------------

	À vue au jour le jour	Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emplois :						
Banque centrale	1 485					1 485
Créances sur les établissements de crédit	96 906	92 889	7 482	13 157	0	210 434
Créances à vue	96 906					96 906
Créances à terme		92 889	7 482	13 157	0	113 528
Opérations avec la clientèle		79 495	323 257	949 247	65 260	1 417 259
Obligations et autres titres revenu fixe				246 436	47 432	293 868
Ressources :						
Dettes envers les établissements de crédit				734 217		734 217
Dettes représentées par un titre				1 000 000		1 000 000
Dettes subordonnées				65 000		65 000

Résultat de la société au cours des cinq derniers exercices

(En Euros)	31/12/2013	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017
Situation financière en fin d'exercice :					
Capital social	24 040 000	24 040 000	24 040 000	36 040 000	24 040 000
Nombre d'actions émises	2 404 000	2 404 000	2 404 000	3 604 000	2 404 000
Nombre d'obligations convertibles en actions	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Résultat global des opérations effectives :					
Produit net bancaire	7 649 749	5 581 464	4 382 684	6 306 228	6 240 732
Bénéfices avant impôts, amortissements et provisions	6 882 934	5 001 397	-15 272 112	5 216 224	5 283 185
Impôt sur les bénéfices	-1 593 727	-1 539 165	5 080 183	-1 914 275	-1 902 164
Bénéfices après impôts, amortissements et provisions	5 393 446	3 345 564	-9 991 016	3 350 029	3 381 021
Montant des bénéfices distribués	5 120 520			2 259 760	
Résultat des opérations réduit à une seule action :					
Bénéfices après impôts, mais avant amortissements et provisions	2,20	1,44	-2,83	1,37	1,41
Bénéfices après impôts, amortissements et provisions	2,24	1,39	-2,77	1,39	1,41
Dividende versé à chaque action	2,13			0,94	
Personnel :					
Nombre de salariés	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Montant de la masse salariale	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Montant des sommes versées en avantages sociaux (Sécurité Sociale, œuvres, etc...)	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant

IV. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.

(Exercice clos le 31 décembre 2017.)

BNP PARIBAS PUBLIC SECTOR SCF
1Boulevard Haussmann
75009 Paris

Aux actionnaires,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société BNP PARIBAS PUBLIC SECTOR SCF relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice. L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au conseil d'administration agissant en qualité de comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1 janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Nous avons déterminé qu'il n'y avait pas de point clé de l'audit à communiquer dans notre rapport.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-37-3 sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, l'exactitude et la sincérité de ces informations appellent de notre part l'observation suivante : ces informations n'incluent pas les rémunérations et avantages versés par BNP Paribas S.A. aux mandataires sociaux concernés, au titre de leurs fonctions de salariés de BNP Paribas S.A.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires.**Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société BNP PARIBAS PUBLIC SECTOR SCF par l'assemblée générale du 17 novembre 2008 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et du 12 septembre 2012 pour le cabinet Deloitte & Associés.

Au 31 décembre 2017, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la 10ème année de sa mission sans interruption et le cabinet Deloitte & Associés dans la 6ème année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au conseil d'administration agissant en qualité de comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

– Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

– il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

– il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

– il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

– il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au conseil d'administration agissant en qualité de comité d'audit

Nous remettons un rapport conseil d'administration agissant en qualité de comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au conseil agissant en qualité de comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au conseil d'administration agissant en qualité de comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le conseil d'administration agissant en qualité de comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-sur-Seine, le 28 mars 2018.

Les commissaires aux comptes :

PricewaterhouseCoopers Audit :
Laurent Tavernier,

Deloitte et Associés :
Sylvie Bourguignon.